

Discours d'introduction de Javier Solana au séminaire avec les représentants spéciaux de l'Union européenne (Bruxelles, 29 juin 2005)

Légende: Le 29 juin 2005, dans son discours d'introduction au premier séminaire réunissant à Bruxelles les représentants spéciaux de l'Union européenne (RSUE), Javier Solana, secrétaire général du Conseil et haut représentant pour la PESC, présente le rôle clé des RSUE dans la politique étrangère et de sécurité commune et lance le débat sur la cohérence entre les différents instruments de gestion des crises.

Source: Opening remarks by Javier Solana EU High Representative for the CFSP, Seminar with EU Special Representatives. S239/05 . Brussels: Council of the European Union, 29.06.2005. 3 p.
http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/en/discours/85510.pdf.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_d_introduction_de_javier_solana_au_seminaire_a_vec_les_representants_speciaux_de_l_union_europeenne_bruelles_29_juin_2005-fr-99752f2d-e395-491d-a8a0-od24783668f8.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Discours d'introduction de Javier Solana, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (Bruxelles, 25 juin 2005)

Séminaire avec les représentants spéciaux de l'Union européenne

Je suis heureux d'être parmi vous ce matin. Ce tout premier séminaire des représentants spéciaux de l'Union européenne (RSUE) est une initiative fort intéressante. Il nous offre à tous de belles opportunités:

Tout d'abord, faire le bilan de l'état de notre Union; évaluer où nous en sommes dans la politique étrangère globale de l'Union européenne; et débattre de ce que devraient être nos priorités futures.

Deuxièmement, réfléchir sur notre expérience de l'instrument des RSUE et en tirer quelques «enseignements». La question centrale est la suivante: comment pouvons-nous porter à son maximum le potentiel des représentants spéciaux pour contribuer à la cohérence et à l'efficacité des politiques étrangères de l'Union européenne?

Comme vous le savez, l'Union européenne dans son ensemble traverse une période complexe. Il est inutile de nier que nous avons eu quelques déboires récemment et que le climat politique est globalement tendu. L'Europe a besoin d'un nouveau consensus: sur l'objet et la direction de l'Union européenne; sur le type de structures, de réformes et de budget dont elle a besoin; et sur la manière de reconquérir la confiance populaire. Je suis un Européen convaincu et un grand optimiste et je crois, à ce titre, que nous pouvons créer ce nouveau consensus. En tout état de cause, nous n'avons pas le choix.

Mon principal message est que – aujourd'hui plus que jamais – nous avons besoin de montrer que l'Europe offre, dans le domaine de la politique étrangère, une valeur ajoutée tangible. Il nous faut démontrer aux États membres et à nos citoyens que l'Union européenne n'est pas «en suspens», tournée vers l'intérieur et passive devant l'histoire. Nos efforts internationaux doivent se poursuivre: avec une détermination sans faille, avec tous les instruments à notre disposition et avec l'intention claire d'obtenir des résultats concrets.

Ces derniers temps, deux choses m'ont frappé:

Tout d'abord, quelles que soient les idées de chacun sur la direction de l'Union européenne, la Constitution ou le budget – et la gamme des opinions sur ces questions est des plus vastes – il existe un large soutien à une Europe, qui donne à celle-ci un poids sensible dans un monde troublé et en changement rapide. Toutes les fois où des dirigeants politiques ou des commentateurs proposent une liste de tâches qu'ils souhaiteraient voir accomplir par l'Union européenne, la politique étrangère se trouve en bonne place. Le verdict des sondages d'opinion est tout aussi clair. Ce large soutien est encourageant mais il impose aussi des devoirs.

Deuxièmement, dans toutes mes conversations avec des non-Européens – et la diversité des interlocuteurs a été très grande – un message parfaitement évident est ressorti. Il y a partout dans le monde une demande claire en faveur d'une Europe forte et confiante en elle. Il nous faut garder cela à l'esprit aussi, et y puiser le courage de poursuivre nos efforts.

Vous, en tant que représentants spéciaux de l'Union européenne, êtes l'expression visible de son investissement croissant dans quelques-uns des pays ou régions les plus troublés du monde. La liste des implantations de nos RSUE est, pour partie, celle également de nos priorités en matière de politique étrangère et de sécurité: les Balkans, le processus de paix au Moyen-Orient, l'Afghanistan, le Caucase du Sud, la Moldavie et les Grands lacs africains. Je suis heureux que nous disposions de ce réseau de représentants spéciaux, présents sur le terrain, dans la plupart des régions intéressantes très directement l'Union européenne et en proie à des conflits. Et, comme vous le savez, des plans sont en préparation pour nommer des RSUE pour l'Asie centrale et le Soudan, afin de renforcer encore notre engagement dans ces zones.

Si vous y ajoutez les représentants sur la non-prolifération, le terrorisme et les droits de l'homme, vous obtenez une première ébauche de la politique étrangère de l'Union européenne: la résolution des conflits, la

gestion des crises, la lutte contre les nouvelles menaces pesant sur la sécurité et la proclamation de nos valeurs et de nos intérêts. Nous recherchons des solutions globales à des problèmes complexes et multidimensionnels. Nous nous efforçons de lancer des ponts entre les divisions politiques. Nous nous attachons à bâtir des partenariats internationaux. Et nous soutenons les forces locales qui favorisent la voie de la négociation, du compromis et de la réforme politique.

Vous opérez dans des environnements différents. D'un côté, nous avons Paddy Ashdown qui supervise deux grandes missions de la politique européenne de sécurité et de défense et qui, à ce double titre, conserve des pouvoirs exécutifs. Et de l'autre côté, nous avons les nouveaux représentants mobiles, ne disposant que d'un personnel très limité.

Mais je pense aussi que vous avez beaucoup en commun. Vous êtes tous le visage de l'Union européenne sur le terrain. Vous aidez à coordonner les divers éléments de l'engagement européen. Vous êtes en contact avec les parties et vous jouez parfois le rôle d'intermédiaires équitables entre elles. Vous contribuez et aidez à l'exécution de la politique de l'Union européenne. Il est clair que si nous voulons progresser dans la prise en considération des conflits politiques de longue date et dans la promotion de la coopération régionale, vous aurez un rôle fondamental à jouer.

La question est de savoir quel rôle et en particulier quel type d'«enseignements» nous devrions tirer. Le fait que nous soyons en train de nommer de nouveaux RSUE nous contraint absolument à réfléchir sur l'instrument qu'ils constituent. Comment pouvons-nous porter à son maximum le potentiel de cet instrument en vue de la gestion des crises et de la résolution des conflits?

Comme nous le savons tous, il est fondamental de pouvoir garantir une cohérence. Il est exact que la richesse tout à fait unique de l'Union européenne est sa capacité, en principe, à rassembler la totalité du spectre des instruments de gestion des conflits – militaires, civils, diplomatiques et économiques. C'est, à l'évidence, ce qu'exigent les défis contemporains en matière de sécurité. Mais nous devons construire sur ce potentiel et optimiser les synergies.

J'aimerais entendre vos opinions générales sur notre degré de réussite dans la cohérence de l'entière de la famille européenne. Quelles occasions d'agir manquons-nous? Les obstacles sont-ils institutionnels par nature ou viennent-ils d'un manque de créativité à notre niveau? Pouvons-nous appliquer quelques-uns des enseignements reçus, par exemple dans les Balkans, à d'autres zones de conflits, ou bien chaque situation est-elle unique?

En particulier, je voudrais me féliciter de vos réflexions sur les trois dimensions suivantes de l'impératif de «cohérence».

Tout d'abord, notre organisation interne est-elle en état de marche? Que devrions-nous faire, le cas échéant, pour assurer une coopération efficace entre les RSUE sur le terrain et le Conseil à Bruxelles, notamment le Comité politique et de sécurité (COPS), le Secrétariat, etc.?

Deuxièmement, dans les cas où un représentant spécial de l'Union européenne opère dans une zone où nous avons aussi une mission de politique européenne de sécurité et de défense, les bons mécanismes de coordination sont-ils en place? Actuellement, les mesures prises en matière d'orientation politique, de relations avec les autorités locales et les médias, varient considérablement. Cela est-il une bonne chose du fait de la souplesse ainsi introduite, ou devrions-nous viser à quelque forme de standardisation?

Troisièmement, comment pouvons-nous promouvoir des relations de travail homogènes et efficaces entre la Commission et ses délégations sur le terrain? Pouvons-nous espérer une meilleure mise en commun de certaines ressources?

Permettez-moi de terminer par où j'ai commencé. Nous avons un ordre du jour international ambitieux et exigeant. Nous devons être fiables, efficaces et efficaces. Nous avons chacun la responsabilité – et vous l'avez sur le terrain – de prouver que notre engagement international non seulement se poursuit, mais peut

aussi conduire à des résultats tangibles.

Nous avons répété maintes fois notre volonté que l'Union européenne prenne toutes ses responsabilités. Promouvoir la paix. Aider les pays à se reconstruire après les conflits. C'est ce à quoi nous appelons. Et c'est ce que nous aurons à faire.